



Le Bolivarien

“La presse est aussi utile que l'armement. Elle est l'artillerie de la pensée”
Simón Bolívar

Gratuit, vente interdite



PETROCARIBE Coopération énergétique

“PETROCARIBE nous offre l'opportunité de créer des formules et des politiques, et vous nous offrez la possibilité d'apporter des idées, nos forces ainsi que d'être utiles.” - Président Hugo Rafael Chávez Frías.

Dans ce numéro:

- Notibreve.....p.2
- Déclaration du V^e Sommet extraordinaire PETROCARIBE.....p.3
- PETROCARIBE y le combustible intégrateur.....p.4
- La cour récompense la violation.....p.5
- Je désire une Amérique sans adjectifs possessifs.....p.6
- Le futur doré de Carlos grâce à Frida.....p.7
- Les classes moyennes sont irrémédiablement stupides en ce qui concerne la politique.....p.8
- 10 guerres, 10 médiamentosonges. Petit inventaire de la désinformation.....p.10



N o t i b r e v e

Amnistie Internationale met en relief les politiques du Venezuela en faveur de la femme

Caracas, le 17 juillet 2008. ABN.- Le Programme régional pour les Amériques d'Amnistie internationale (AI) rappelle que le Venezuela a fait d'importants pas dans la lutte pour l'éradication de la violence contre les femmes sous toutes ses formes.

La directrice adjointe du Programme, Guadalupe Marengo, a fait référence à ces réussites au cours de l'émission *Despertó Venezuela* que transmet Venezolana de Televisión.

“Au Venezuela, il y a eu des avancées significatives vers l'éradication de la violence contre les femmes, dont la promulgation de la Loi Organique sur le droit des femmes à une vie sans violence, en vigueur depuis mars 2007”, a-t-elle déclaré.

Les déclarations de Marengo se fondent sur le rapport présenté ce mercredi par Amnistie internationale lors de l'événement “La loi existe, il faut l'appliquer”, où l'on a débattu divers thèmes concernant la violence faite contre les femmes au Venezuela.

La représentante de l'organisation non gouvernementale de défense des droits humains Amnistie internationale, chapitre Venezuela, a indiqué que “la promulgation de cette normative représente une avancée importante”. En outre, Marengo a rappelé *“qu'il est de vitale importance que l'on ne perde pas l'élan que nous apporte cette loi pour lutter contre la violence et c'est pourquoi son effective application doit être immédiate.*

Le Venezuela a largement dépassé les objectifs du millénaire

Caracas, le 16 juillet 2008. ABN.- “Le Venezuela a largement dépassé les objectifs du millénaire,” a ratifié ce mercredi le vice-président de l'Exécutif de la République bolivarienne du Venezuela, monsieur Ramón Carrizales Rengifo.

Lors de son allocution de bienvenue aux 18 nouveaux ambassadeurs venus présenter leurs lettres de créance, Carrizales a déclaré que la promotion des droits humains a été une politique permanente du gouvernement vénézuélien.

“ Les droits humains de tous les Vénézuéliens et Latinoaméricains... La vérité, c'est que cela se voit dans les rues”, a-t-il dit aux diplomates en réitérant que “le peuple vénézuélien s'enorgueillit de votre présence et c'est pourquoi nous espérons resserrer nos liens dans cette quête d'un monde multipolaire.”

Lors de son discours de bienvenue aux 18 nouveaux ambassadeurs, Carrizales a rappelé les réussites de la Révolution bolivarienne, laquelle, a-t-il ajouté, “se trouve en pleine effervescence, au centre d'un processus de changement, au coeur d'une révolution.”

Il a encore cité les avancées politiques, économiques et sociales de ces 10 ans de gouvernement bolivarien tout en soulignant que la Charte vénézuélienne offre plusieurs garanties, dont celle du plein exercice de la liberté.

Carrizales a insisté sur la volonté politique de relations avec tous les pays du monde, indépendamment de l'idéologie de chaque nation. Il a clarifié que, de ce fait, “notre pays n'utilise pas le pétrole comme une arme économique dans les relations internationales, mais comme un instrument de coopération, puisque le Venezuela entreprend une nouvelle étape dans ses relations avec le monde”.

Carrizales a énuméré certaines des avancées de la Révolution en parlant de la croissance soutenue, de la production pétrolière et des indicateurs macroéconomiques.

En 1998, a-t-il rappelé, “il y avait dans le pays 4 dispensaires pour l'attention directe à toute la population. Aujourd'hui, nous en avons plus de 11 000.”

Après avoir souligné la réduction des taux de mortalité infantile et maternelle, Carrizales a rajouté qu'avec la promotion de l'accès à l'université, les inscriptions scolaires ont connu une augmentation de 320%.

Il a enfin affirmé que 94% des Vénézuéliens ont accès à l'eau potable et à l'électricité.

ÉDITORIAL

Le caractère 'intégrateur', fondé sur la solidarité et la coopération, a été une constance du peuple vénézuélien, et ce, dès le moment où ce dernier devint indépendant de l'Espagne. L'intégration constitue le plus important facteur de la pensée bolivarienne. Simón Bolívar rêva et lutta pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Dans la récente Constitution du Venezuela, approuvée en 1999, cette doctrine héritée de l'internationalisme bolivarien est reprise et incorporée à l'un de ses articles, en appelant à “promouvoir et à favoriser l'intégration latino-américaine et caribéenne, afin d'avancer vers la création d'une communauté de nations, défendant les intérêts économiques, sociaux, culturels, politiques et environnementaux de la région”.

En ce sens, le Président Chávez, à la lumière de l'importance stratégique et de l'envergure internationale caractérisant le secteur énergétique, a proposé et propulsé la création de PETROCARIBE,

laquelle naquit en 2005 de l'union de 14 pays (Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, le Belize, Cuba, la Dominique, la Grenade, la Guyana, la Jamaïque, la République Dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Surinam et le Venezuela). Par la suite, Haïti et le Nicaragua s'ajoutèrent, plus tard, le Honduras, et tout récemment, à l'issue du Ve Sommet, le Guatemala y adhéra tandis que le Costa Rica demanda son incorporation.

PETROCARIBE est un organisme multilatéral alternatif et solidaire, voué à la coordination ainsi qu'à l'articulation de politiques de sécurité énergétique, à la coopération technologique de même qu'à la formation, au développement d'infrastructures et à l'utilisation de sources d'énergies alternatives au sein de ses pays membres.

Aujourd'hui, PETROCARIBE se profile comme un instrument solide capable de stimuler la coopération entre les nations latino-américaines, assurant à ces dernières une source fiable et solidaire d'énergie. Une telle union permettra d'équilibrer les asymétries résultant des politiques néolibérales imposées à la région par l'Empire.



Le Bolivarien

Consulat général
de la République Bolivarienne
du Venezuela à Montréal.

2055, rue Peel, Bureau 400
Montréal (Québec) H3A1V4
Tél.: (514) 842-3417 / Fax: (514) 287-7101

www.consulvenemontreal.org

Conseil éditorial:
Elio Vitriago Abreu
Luis Martinez Peraza
Adolfo Figueroa
Ricardo Astudillo

Traduction:
Emerson Da Silva
Antonio Artuso

Conception graphique:
Karla García Valencia

Impression:
Payette & Simms Inc.

*Les idées et opinions exprimées dans les articles signés sont entièrement de la responsabilité de leurs auteurs.



Déclaration du V^e Sommet extraordinaire de PETROCARIBE



Nous, les Chefs d'État et de Gouvernement des pays membres de PETROCARIBE, réunis à Maracaibo, au Venezuela, le 13 juillet 2008:

* Reconnaisant que PETROCARIBE est un mécanisme d'intégration réel et efficace de coopération politique, sociale et économique, fondé sur les principes de la solidarité, de la complémentarité et du respect de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples;

* Soulignant le fait que l'incorporation de nouveaux membres constitue une démonstration concrète de la volonté de nos peuples d'appuyer des mécanismes de coopération et d'intégration à visée sociale, tel que PETROCARIBE;

* Rappelant que PETROCARIBE contribue à la sécurité énergétique régionale, à travers la planification et l'exécution de projets conjoints d'infrastructures vouées à la transformation, au transport, à l'entreposage ainsi qu'à la distribution de pétrole, de gaz naturel, d'électricité et d'énergies renouvelables alternatives;

* Considérant les conséquences négatives de la crise des systèmes financiers internationaux et l'incidence des capitaux spéculatifs sur le marché énergétique mondial, lesquels ont contribué à l'augmentation subite des prix internationaux de l'énergie, affectant ainsi la facture énergétique des pays de notre région;

Décidons:

1. De ratifier que PETROCARIBE, en accord avec les principes de l'Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA), tâche de permettre à nos nations respectives d'obtenir un plus grand degré d'indépendance et de développement socioéconomique, grâce à la consolidation d'une matrice énergétique régionale efficace.

2. De créer un Conseil des Ministres de l'Agriculture PETROCARIBE et de demander à nos Ministres de ce champ de compétences de se réunir pour la première fois le 30 juillet 2008 à Tegucigalpa, au Honduras.

3. De mettre sur pied un fonds constitué des apports équivalents à 0.50 USD\$ par baril coté à plus de 100 USD\$ et exporté en marge des accords de coopération par la République Bolivarienne du Venezuela. Ce fond sera destiné au financement d'initiatives agroalimentaires au sein des pays membres, afin que ces derniers puissent atteindre la sécurité alimentaire.

4. D'exprimer notre inquiétude quant à l'excessive spéculation ainsi qu'au manque de régulation au sein des marchés contractuels futurs, cette dernière faille constituant l'une des principales causes de l'exacerbation des prix du pétrole. En ce sens, nous exhortons les autorités régulatrices des marchés de contrats futurs des bourses de New York et de Londres de prendre les mesures nécessaires afin de parvenir à éliminer la spéculation relative aux cours internationaux du pétrole.

5. De témoigner de notre préoccupation quant à l'impact des prix de l'énergie dans les pays ne disposant pas d'excédents énergétiques. En ce sens, nous exprimons notre appui à la proposition mise de l'avant par le Venezuela dans le cadre du III^e Sommet des Présidents et Chefs d'État de l'OPEP, consistant en la création d'un mécanisme de financement multilatéral de la part des pays excédentaires en termes énergétiques, lequel permettrait d'assumer le coût de la facture énergétique des pays les plus pauvres du Monde.

6. D'affirmer que PETROCARIBE contribue à l'amointrissement de l'impact des hauts prix internationaux de l'énergie pour les peuples des Caraïbes, favorisant du même coup leur développement social et économique.

7. De reconnaître les avancées obtenues grâce à la mise sur pied d'entreprises mixtes, lesquelles ont permis d'optimiser l'approvisionnement en brut ainsi qu'en produits dérivés du pétrole.

8. De manifester que le Fond Alba Caribe est un instrument contribuant favorablement au développement de projets et programmes sociaux tout comme au progrès socioéconomique de nos pays, et ce, grâce au financement d'une portion de la facture pétrolière ainsi qu'au commerce direct entre les pays membres de PETROCARIBE.

9. De souligner l'importance de créer des mesures et politiques d'efficacité énergétique contribuant à la conservation ainsi qu'à l'usage rationnel des sources d'énergie. En ce sens, la République Bolivarienne du Venezuela et la République de Cuba mettent à la disposition des pays membres de PETROCARIBE leur expérience issue du programme "Révolution Énergétique".

10. De mettre en relief le potentiel de développement de sources d'énergie renouvelables existant au sein des pays membres de PETROCARIBE.

11. De mettre en lumière les résultats obtenus par les Groupes Techniques de Travail créés au moyen de la Résolution N° 03.02.04, approuvée par nos Ministres de l'Énergie au cours du IV^e Sommet de PETROCARIBE à Cienfuegos, Cuba. Cette rencontre permet de saisir et de développer diverses opportunités dans autant de domaines stratégiques que ceux du gaz naturel, de la pétrochimie et des énergies renouvelables, tout comme dans la formation des ressources humaines, élargissant ainsi les liens de coopération et de solidarité entre les pays membres.

12. D'accueillir d'un commun accord les résolutions approuvées par le IV^e Conseil des Ministres de PETROCARIBE.

13. De donner notre aval à l'adhésion de la République du Guatemala en tant que pays membre de PETROCARIBE.



14. De convenir de l'éventuelle tenue des VIe et VIIe Sommets des Chefs d'État et de Gouvernement de PETROCARIBE, respectivement à Saint-Christophe et Nieves et au Belize.

15. De réitérer le rejet, de la part des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de la Directive Européenne de Retour d'immigrants illégaux, laquelle nous considérons comme une violation non seulement des Droits Humains fondamentaux, mais aussi de l'esprit de solidarité et de fraternité entre les peuples.

Manuel Esquivel

Conseiller du Premier Ministre du Belize

Carlos Lage Dávila

Vice-Président du Conseil d'État de la République de Cuba

Roosvelt Skerrit

Premier Ministre de la Communauté de Dominica

Leonel Fernández Reina

Président de la République Dominicaine

Alvaro Colom

Président de la République de Guatemala

Samuel Hinds

Premier Ministre de la République Coopérative du Guyana

René Préal

Président de la République d'Haïti

Manuel Zelaya

Président de la République du Honduras

Orette Bruce Golding

Premier Ministre de la Jamaïque

Daniel Ortega

Président de la République du Nicaragua

Denzil Douglas

Premier Ministre de Saint-Christophe-et-Niévès

Ralph Gonsalves

Premier Ministre de Saint-Vicent-et-les-Grenadines

Gregory Rusland

Ministre des Ressources naturelles de la République du Surinam

Hugo Chávez Frías

Président de la République Bolivarienne de Venezuela

Maracaibo, Venezuela, 13 juillet 2008

PETROCARIBE et le combustible intégrateur



HEDELBERTO LÓPEZ BLANCH

Rebelión, 22 juillet 2008

Bien que les gisements et la commercialisation de combustibles fossiles aient été l'objet de discordes et de guerres, dont celle menée contre l'Iraq par les États-Unis et la Grande Bretagne, le pétrole provenant du Venezuela contribue aujourd'hui, pour sa part, à la création d'un climat de fraternité, d'entraide et d'intégration au sein de la région.

Le Ve Sommet Extraordinaire de PETROCARIBE, tenu les 11 et 12 juillet 2008 à Maracaibo, à 500 km à l'ouest de Caracas, a renforcé l'expansion de ce mécanisme de coopération avec l'Amérique Centrale, et ce, par l'adhésion du Guatemala ainsi que la participation du Costa Rica à titre d'observateur.

PETROCARIBE est née le 29 juin 2005, grâce à la participation de 14 pays des Caraïbes, qui assistèrent à la Première Rencontre Énergétique de Chefs d'État et de Gouvernement de la région, à Puerto La Cruz, dans l'État d'Anzoategui.

L'initiative, promue par le Venezuela, regroupe actuellement 17 pays recevant respectivement 200,000 barils de pétrole et/ou de ses dérivés par jour, moyennant un financement à faible taux d'intérêt. Jusqu'à présent, le Venezuela fournissait le combustible aux membres des Caraïbes et de l'Amérique Centrale en échange du paiement de 50% des achats réalisés dans un délai de 90 jours, et le solde, selon un terme pouvant atteindre 25 ans à un intérêt annuel de 1%.

Sous proposition du président Hugo Chávez ainsi qu'en raison de l'augmentation des prix du combusti-

PETROCARIBE est composée, en plus du Venezuela, de Cuba, de la République Dominicaine, du Belize, de la Jamaïque, du Surinam, de la Guyana, de Sainte-Lucie, de la Grenade, des Bahamas, de Dominica, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de Saint-Christophe-et-Niévès, d'Antigua-et-Barbuda, d'Haïti, du Nicaragua, du Honduras, et du Guatemala, ce dernier ayant ratifié son adhésion lors du dernier sommet. De plus, Costa Rica ainsi que Puerto Rico seraient intéressés à participer.

ble, il fut toutefois convenu que le système de paiement serait dorénavant plus flexible afin de favoriser ses membres.

La nouvelle formule permet le paiement de 40% de la facture pétrolière en 90 jours et du solde via un financement échelonné sur une période de 25 ans, à un taux d'intérêt de 1% par an, dans l'éventualité où le prix du baril de pétrole surpasserait les 100 dollars.

Si le prix du pétrole venait à excéder les 150 dollars, les pays régleraient au Venezuela 30% de leur facture en 90 jours, tandis que les 70% restants seraient financés à long terme.



Depuis son établissement trois ans auparavant, ce mécanisme s'est développé, s'est consolidé et s'est converti en un facteur politique catalyseur des efforts d'intégration de la région, en se fondant sur une meilleure utilisation souveraine des ressources énergétiques.

Afin d'en favoriser le développement, une entreprise énergétique mixte nommée *Grannacional* fut créée, d'un commun accord entre les pays membres intéressés, et pourrait fonctionner en un bloc au sein des installations pétrolières de la ceinture de l'Orénoque, permettant ainsi au groupe de tirer profit de l'activité pétrolière dès la phase exploratoire.

Il s'agit donc d'une participation directe de ses membres à l'exploitation pétrolière, ce qui leur permettra d'acquérir des connaissances ainsi que des avantages dans ce domaine à la base, au sein d'une opération diamétralement opposée à ce qui survient avec les entreprises multinationales, lesquelles s'enrichissent grâce au pillage des richesses naturelles des nations où elles s'installent.

Désormais, les Chefs d'État et de Gouvernement de ce bloc oeuvreront à la diminution des terribles inégalités empêchant de vastes secteurs de leur pays respectif d'accéder à des conditions de vie tant dignes qu'essentielles, et ce, sur la base du principe de la solidarité.

Tel que proposé par le gouvernement jamaïcain, l'initiative d'apporter 5,000,000 de dollars au Fonds Alba Caribe s'est matérialisée, tout comme la mise sur pied de cours relatifs à la modernisation des systèmes agricoles s'est réalisée.

En réponse à l'actuelle crise financière, économique et alimentaire du système capitaliste mondial, laquelle a engendré une augmentation du prix des produits et des matières premières, le Venezuela mettra à la disposition de l'Amérique centrale et des Caraïbes, à un taux d'escompte de 40%, plus de 100,000 tonnes métriques d'urée afin de stimuler la production agricole.

En ce sens, ainsi que pour éviter de se limiter au secteur pétrolier, un organisme voué à la coordination de politiques agroalimentaires nommé *Petroalimentos* sera créé et composé d'un Conseil des Ministres de l'Agriculture, lequel a déjà tenu sa première réunion le 30 juillet 2008, à Tegucigalpa, au Honduras.

C'est avec l'intégration solidaire des peuples comme point de mire qu'une Commission de Planification pour le Commerce Équitable sera établie, afin de promouvoir le dédommagement en tant que forme de paiement du financement octroyé dans le cadre de l'accord PETROCARIBE et de veiller, de surcroît, à ce que soient équilibrées les asymétries économiques entre les pays au moyen d'un schéma d'échange juste.

"Je souhaite, plus que tout, voir se forger en Amérique la plus grande nation du monde, non tant pour sa superficie et ses richesses que pour sa liberté et sa gloire. L'heure du Sud a sonné !" *Simón Bolívar*

La cour récompense la violation

MANUEL E. YEPE

Juillet 2008

Vingt ans après que le navire pétrolier Exxon Valdez ait causé en Alaska, sur une superficie de plus de 1900 km², l'une des plus grandes catastrophes écologiques de l'histoire de la navigation, le consortium Exxon (maintenant ExxonMobil) a été condamné à payer 500 millions de dollars en guise d'indemnisation, soit moins d'un dixième de la somme établie par le tribunal qui se prononça, dix ans auparavant, sur ce même cas. La sanction fut modifiée par le Tribunal d'Appel du 90e Circuit des États-Unis, lequel rejeta le verdict initial sous prétexte de s'avérer trop sévère pour l'entreprise concernée.

Les experts en matière de navigation caractérisent la nouvelle sanction comme une récompense, un aval ainsi qu'un encouragement aux manques de jugement provoquant les déversements maritimes de combustibles fossiles.

Greg Palast, le célèbre enquêteur états-unien de fraudes et escroqueries corporatives, maintenant journaliste et établi en Grande-Bretagne, participa à la réclamation présentée par les autochtones lésés dans cette affaire. Dans son article "La Cour récompense Exxon pour le déversement de Valdez", publié dans le journal *Chicago Tribune* le 26 juin 2008, Palast relate comment s'est forgée cette scabreuse violation:

"Quand, le 24 mars 1989, le navire pétrolier Exxon Valdez s'échoua contre un récif et se rompit, le capitaine n'était ni au gouvernail ni sur le pont, mais plutôt ivre, en train de dormir. L'homme qui était demeuré en charge, un officier de troisième grade, ne serait jamais entré en collision contre un récif... s'il avait regardé son radar. La raison pour laquelle il ne le fit pas est que le radar n'était pas allumé. Le coût d'opération du complexe système de radar Raycas est onéreux. L'austère compagnie Exxon (maintenant ExxonMobil) disposait donc, sur le navire, d'une version Raycas qui s'était brisée, si bien que l'équipement était demeuré inutilisé pendant un an..."

"Immédiatement après le déversement, les autochtones m'amenèrent en Alaska: leur environnement, leurs moyens de subsistance ainsi que leurs sources d'aliments avaient été contaminés par le brut d'Exxon. Ma mission était de vérifier si des fraudes de la compagnie pétrolière auraient pu causer ce désastre. Elles étaient nombreuses".

"À San Diego, je rencontrai le directeur de la production d'Exxon, qui me dit d'entrée de jeu: -admettez-le, les déversements de pétrole sont la meilleure chose qui puisse arriver à ces sauvages". "Les hommes d'affaires pétroliers leur offrirent quelques sous, dont ils conditionnèrent le paiement à un accord cruel de "prendre ou laisser". Or, ils durent attendre 20 ans pour ces sous, qu'ils recevront maintenant. Exxon est immortelle, mais les autochtones, eux, meurent."

"Il en a été ainsi. Un tiers des pêcheurs et des chas-

La fable du capitaine ivre a été très utile à l'industrie pétrolière, lui permettant de transformer le déversement de pétrole le plus destructif de l'histoire en un conte à dormir debout sur les inévitables erreurs humaines...

seurs de baleines que j'ai connus alors sont décédés. Maintenant, leurs parents et descendants encaisseront, deux décennies plus tard, une infime partie de ce qui leur revient de droit".

Le journaliste enquêteur, dans son article, met au grand jour une série de technismes qui servirent à la fraude que cache la décision judiciaire et révèle le véritable déroulement des événements, bien distinct de l'histoire officielle que fit raconter Exxon. Dans le verdict de la Cour, le juge en fonction affirme que la négligence qui entraîna le déversement était sans fin lucrative, raison pour laquelle la compagnie fut exemptée de la peine pour dommages et intérêts.

À ce sujet, Palast s'interroge: "Comment peut-on affirmer qu'il n'y avait pas de fin lucrative? Afin qu'Exxon puisse épargner des millions de dollars, l'équipage du navire a opéré ce dernier pendant 16 ans sans bénéficier, à bord de ce dernier, d'équipements de sécurité contre les déversements, ce à quoi la compagnie s'était pourtant compromise par écrit, sous serment ainsi qu'à travers un contrat."

Palast explique que "la fable du capitaine ivre a été très utile à l'industrie pétrolière, lui permettant de transformer le déversement de pétrole le plus destructif de l'histoire en un conte à dormir debout sur les inévitables erreurs humaines. Toutefois, ce furent le radar brisé, les équipements manquants, le personnel fantôme ainsi que les fausses preuves – tout pour couper dans les dépenses – qui caractérisèrent véritablement cet impardonnable acte de négligence criminelle, résultant de l'insatiable avarice capitaliste." Le navire échoué déversa dans la mer 11 millions de gallons de pétrole, couvrant ainsi une superficie de 460 milles carrés. À la mort de faim, à la ruine ainsi qu'à l'émigration d'une grande partie de la population locale s'ajouta la mort de milliers d'animaux, dont 250 000 oiseaux ainsi que 2 800 loutres marines.

Il en coûta plus de deux milliards de dollars pour nettoyer cet environnement inhospitalier, dont les pierres, presque toujours cachées sous la neige, ont encore, 20 ans plus tard, la même odeur que les nombreuses stations-service d'ExxonMobil à travers le monde entier, certaines d'entre elles à des milliers de milles de ces plages gelées.



Je désire une Amérique sans adjectifs possessifs Latine, ibérique, hispanique, anglophone

REINALDO BOLÍVAR

10 juillet 2008

À la différence des noms de pays, ceux des continents ne générèrent point d'imbroglios judiciaires. D'une approbation implicite via leur usage coutumier, ils passèrent à la cartographie au gré des presses médiévales. Il survint alors comme lorsque les astronomes observent une étoile pour la première fois, ces derniers ayant recours à des catégories reliées à l'histoire, à la mythologie, au hasard. Tel est le cas du système solaire, dont la terminologie planétaire fut empruntée à la mythologie romaine, ou encore, des immenses galaxies, classifiées à partir de la mythologie grecque.

Une nomenclature continentale inspirée de la mythologie grecque.

*L'EUROPE doit son nom de baptême à une nymphe de grande beauté qui éveilla l'amour de Zeus. Par ailleurs, le mot Europe aurait tout d'abord été employé pour désigner une partie de la Grèce.

*ASIE, selon la légende, est une divinité océanique, fruit du mariage entre Oceano et Tetis, mère des sources et des rivières.

*AFRIQUE est d'une grande richesse étymologique. Ce continent tient son nom d'une déesse représentée par une femme courageuse, assise sur un éléphant, saisissant d'une main la corne d'abondance et de l'autre un scorpion. Le mot Afrique fut d'abord utilisé dans le nord du continent, à Carthage. En latin, ce terme signifie "soleil" et en grec, il se traduit par "sans froid". Dans certaines langues africaines, il revêt également le sens de "poussière" ou de "caverne". Chez les anciens Égyptiens, ce vocable signifiait "le berceau".

*OCÉANIE provient de Oceano, le dieu-rivière universel, dont les courants baignent tout pour finalement revenir vers lui.

*AMÉRIQUE. Dans ce cas-ci, il n'y eut que très peu de créativité et de recherche. Aucune lucidité, simplement le nom féminin du navigateur cartographe italien Amerigo Vesputio qui, à en déduire qu'il n'était point en Asie ni en Europe, conclut qu'il se trouvait sur un "nouveau" continent, raison pour laquelle on accola à ce dernier le nom du premier.

Avant l'invasion européenne, l'appellation qu'employaient les autochtones Kuna (qui habitaient le territoire correspondant à la Colombie et au Panama actuels), de même que les Mayas, était **Abya Yala**. Les Aztèques, pour leur part, nommaient le continent Cem Anahuac, "terre entourée d'eau". Vous constaterez que le mot 'terre', la grande déesse de la vie, était toujours présent.

ABYA YALA dispose d'une personnalité et d'un contenu philosophique bien supérieurs au prénom de



Fragment de murale "Présence de l'Amérique Latine".

Oeuvre réalisée dans les années 1960' par le peintre mexicain Jorge González Camarena, en collaboration avec d'autres artistes plastiques chiliens et mexicains, à la Maison de l'Art de l'Université de Concepción au Chili.

Vesputio. Comme tout nom autochtone, ce terme est plein de vie, de croissance, de mouvement. Il signifie "terre mûre", "terre vivante", "terre en floraison".

Amérique, d'un point de vue étymologique, ne signifiait rien. Cependant, certains messieurs du XVI^e siècle s'assurèrent que les imprimeurs diffusent ce terme vide de sens. La seule considération qu'ils eurent quant au continent, si elle en est une, fut de lui apposer un nom féminin.

Les adjectifs possessifs

Les européens ont toujours été en compétition nationaliste, ne parvenant pas à se mettre d'accord relativement à une constitution politique. Leurs nationalismes ont causé les plus grandes et sanglantes guerres qu'ait connues l'humanité. De plus, suite à l'abandon des territoires qu'ils occupaient, ils prétendirent y laisser leur trace éternelle.

En Asie, il leur fut impossible de s'imposer linguistiquement, car certaines langues telles que le chinois, l'arabe, ainsi que plusieurs autres, dont le farsi, le malaisien et le japonais se maintinrent, raison pour laquelle on ne parla jamais d'une Asie française, anglaise, ou latine. En Afrique, toutefois, le français et l'anglais furent imposés dans quarante pays.

Or, si les africains utilisent certains critères subrégionaux, dont occidental, oriental, nordique, central

et austral, en Amérique, la tâche fut plus facile. Grâce à quelques conférences en 1856, un poème ainsi que l'appui de Napoléon III de France, et comme on parlait ici le portugais, le français et l'espagnol, en opposition à l'anglais au nord, il apparut évident que nos contrées devaient s'appeler "Amérique latine".

Plus tard, vers la fin du siècle passé, les gouvernants espagnols, nostalgiques de l'époque des conquistadors, inventèrent les termes ibéroaméricain et hispano-américain, qu'ils consacrerent à l'occasion de grandes réunions et de sommets. Seul le territoire insulaire des Caraïbes leur échappa, portant aujourd'hui fièrement un nom issu des valeureux Caribes.

ABYA YALA CARAÏBES devrait être le nom servant à identifier notre continent de **terre vivante, florissante, sauvage et courageuse**. Cependant, il sera difficile d'éliminer ce surnom d'Amérique. Commençons, donc, par nous libérer des adjectifs possessifs. Soyons Amérique maintenant et une fois pour toutes, comme l'écrivait Simón Bolívar. En revalorisant ce qui est nôtre, nous récupérerons l'usage populaire, évocateur et si beau d'ABYA YALA, Abya Yala Caraïbes.



Le futur doré de Carlos grâce à Frida

ANDREINA GUTIÉRREZ

11 juillet 2008

Dans un article publié l'an dernier dans le journal *El Mundo* d'Espagne, intitulé "Un espagnol, millionnaire grâce à Frida", l'auteur écrit ce qui suit: "Étranger, bien que sensible à la polémique, lorsque nous l'interrogeons quant à la contradiction résidant dans le fait de voir une femme qui épousa le mouvement communiste convertie en un objet commercial, Carlos Dorado exhibe un *gallicianisme* encore plus prononcé que son accent: "Et bien ça, ce sont ses affaires."

Le capitalisme, comme une pluie torrentielle, tombe dru et n'a aucune retenue au moment d'emporter quoi que ce soit pouvant représenter un profit immédiat ou à long terme. Tel est le cas, récent, de la polémique engendrée par la marque de produits de beauté portant le nom de la célèbre et excentrique peintre Frida Kahlo. L'auteur de ce nouveau 'happening' du consumérisme et de l'appropriation d'icônes culturelles à des fins de commercialisation (comme dans le cas de la figure de Che Guevara) est nul autre que l'entrepreneur vénézuélien Carlos Dorado, propriétaire des bureaux de change *Italcambio* et de la boutique de vêtements *Casablanca*. Dorado, galicien de naissance, immigra au Venezuela avec sa famille alors qu'il était adolescent. Il raconte qu'un jour, il aurait trouvé un billet de banque dans la rue, sur quoi il aurait immédiatement dit à sa mère que lorsqu'il serait grand, il voudrait être millionnaire. Dorado (un nom de famille fort pertinent, si l'on songe à sa "carrière" ainsi qu'à sa blonde chevelure) a été impliqué dans la grève des entrepreneurs de 2002-2003 et il est aussi un grand ami de Juan Fernández, ex-cadre de *PDVSA*. Il a par ailleurs affiché dans la presse nationale, sans le moindre scrupule, ses attaques envers le gouvernement du Président Hugo Chávez.

Toutefois, comment est-il possible que Carlos Dorado s'approprie le nom de la peintre mexicaine afin de convertir cette dernière en une marque de cosmétiques? Tout a commencé un jour où Carlos, comme il le raconte lui-même, alors qu'il se trouvait dans ses bureaux à Miami, vit que l'un de ses employés portait un tee-shirt estampé de la figure de l'artiste. Dorado, ne



Là-bas est accrochée ma robe ou New York, Frida Kahlo, 1933

Son oeuvre est un texte philosophique électrisant et vif, meurtri par les grossièretés snobes de mille manies bourgeoises que Frida exorcise de façon poétiquement truculente, portant sur le calvaire d'une classe sociale malade et condamnée. Dialectique d'une expérience personnelle délimitée par les douleurs de sa vie, la prostration, la désintégration corporelle et la souffrance profonde. Le capitalisme même. - Fernando Buen Abad Domínguez, Rebelión.

cachant point son ignorance, affirme qu'il demanda à son employé qui était cette "femme si laide" représentée sur le chandail. L'employé lui expliqua et à partir de ce moment, l'esprit d'homme d'affaires audace de Dorado commença à songer au moyen de profiter de sa "récente découverte". Toutefois, il ne fut point aisé pour Dorado d'arriver à ses fins.

Frida Kahlo est la peintre la plus emblématique du Mexique et conjointement aux muralistes mexicains, elle appartient à l'Olympe des artistes plastiques latino-américains du XXe siècle. Frida mena une vie intense, tragique et passionnée. Marquée par la maladie et le malheur dès l'enfance, elle souffrit d'un accident qui la laissa atrophiée à jamais, supportant de constantes opérations, des douleurs intenses et à la fin de sa vie, la mutilation de l'une de ses jambes. Elle ne put jamais avoir d'enfants, ce qui eut un impact sur sa relation avec le génie muraliste Diego Rivera, son mari et l'amour de sa vie. Sa peinture de style surréaliste ne fut jamais comprise, se peignant à elle-même dans presque toutes ses oeuvres, reflétant ainsi la douleur et la souffrance dont elle était victime en raison de ses nombreux problèmes de santé. Elle s'habillait de vêtements folkloriques de son pays, avec des fleurs dans les cheveux, et l'hirsutisme de ses épais sourcils

unis lui était caractéristique. Elle fut également impliquée dans la cause des pauvres ainsi que reliée aux mouvements communistes de son époque. Il s'agit là d'un résumé fort grossier, cherchant à illustrer ce qui l'amena à se convertir en un personnage controversé, incompris et parfois même rejeté par l'autoritarisme de l'art mondial. Alors que Diego Rivera se convertissait en une célébrité de l'art universel dans les années 30' et 40', l'oeuvre de Frida Kahlo demeura reléguée à l'oubli, jusqu'à ce que dans les années 80', grâce au mainstream états-unien, elle commençât à se faire connaître. L'une des promotrices de ce boom de *fridamania* fut nulle autre que la chanteuse *Madonna* que l'oeuvre de Frida passionna à un tel degré qu'elle décida de la présenter à Hollywood: dès lors, nombreux furent ses efforts afin d'être la vedette du film portant sur la vie de l'artiste. Toutefois, le rôle principal revint finalement à l'actrice mexicaine Salma Hayeck, qui non seulement joua, mais aussi produisit et écrivit le film *Frida* en 2003, lequel, bien qu'il récolta des critiques relativement médiocres, catapulta au firmament de l'imaginaire latino-américain le personnage étrange et exceptionnel que fut cette artiste.

Mais, Carlos Dorado, lui, ignorait complètement de qui il s'agissait! Ce fut l'an dernier, alors que l'on célé-



braît le 100e anniversaire de naissance de Frida, que l'entrepreneur vénézuélien s'embourba dans une poursuite judiciaire relative au droit d'usage du nom de la peintre, et ce, avec la famille de cette dernière et celle de Rivera, lesquelles s'opposaient fermement à prêter le nom de Frida à des fins de commercialisation. Finalement, la nièce de Kahlo, Isolda Pineda, fut séduite par l'idée "dorée" de l'homme d'affaires et lui céda le nom ainsi que l'image de la peintre, sa signature et même certaines de ses oeuvres.

Les intellectuels et artistes mexicains s'indignèrent et condamnèrent le geste de la descendante de Frida. Cependant, plusieurs Mexicains se montrèrent davantage gênés par le fait que ce fut un entrepreneur étranger et non national qui ait obtenu les droits de commercialisation de la marque Frida Kahlo et qui s'enrichisse grâce à elle.

Les écueils de la critique et de la justice surmontés, Dorado se voua donc à la création de sa compagnie *Frida Kahlo Corporation*, en lançant une ligne de produits de beauté faits d'ingrédients naturels à 100%, invoquant "la force et la passion avec laquelle elle vécut". Toutefois, d'autres produits générèrent davantage de polémique. Tout d'abord, une tequila, du même genre que celle qui, suppose-t-on, plaisait à Frida, porta son nom. La note de presse relative aux produits en question mentionne ce qui suit: "*«Nous nous sommes demandé quelles étaient les choses ou les produits qu'utilisait Frida? C'est ainsi qu'est née l'idée de la Tequila Frida Kahlo, puisqu'elle buvait de la tequila, disant que ce breuvage soulageait ses douleurs et ses peines. Nous tâchons, et je crois même que nous avons réussi, de produire à Guadalajara une tequila Frida Kahlo, avec les mêmes qualité et saveur que l'originale qu'elle avait coutume de boire»*", exprima Carlos Dorado. «Frida était une grande amoureuse et exploratrice du naturel en ce qui avait trait à ses mets, à sa beauté ainsi qu'à sa santé; c'est pourquoi nous ne pouvions que concevoir une ligne de produits 100% naturels, sans aucun additif ou agent chimiques. Le grand défi était précisément d'atteindre une qualité de produits à la hauteur de sa vie, de son oeuvre et de sa personnalité, et je crois, en toute humilité, que nous y sommes parvenus»".

Par la suite, une série de produits d'édition limitée scandalisèrent définitivement les admirateurs de l'artiste. Des espadrilles de marque Converse comportant des dessins ainsi que la signature de la peintre, une poupée, des bijoux, de l'argenterie, de la poterie, des vêtements et finalement une réplique du corset que Frida dut utiliser toute sa vie en raison de sévères lésions au dos, confectionnée par la marque de lingerie La Perla, ornementée d'incrustations de cristaux Swarovski et vendue pour la modique somme de 3,500 dollars. De plus, Dorado affirme qu'il ouvrira un hôtel spa portant le nom de Frida.

L'entrepreneur est maintenant fin prêt à lancer sa marque Frida Kahlo au Venezuela. Bien que ses boutiques de cosmétiques se trouvent à Miami ainsi qu'à New York, il a néanmoins aménagé un espace tout spécial dans son magasin Casablanca à Caracas, où il vendra certains de ses produits, dont des crèmes, des savons et des parfums. Il y tiendra également la tequila: "notre souhait est de toujours répliquer ici ce que nous faisons à l'étranger, car nous croyons que nous serons toujours redevables à notre pays; c'est pourquoi nous réalisons présentement toutes les



démarches et tâchons d'obtenir tous les permis nécessaires afin que la tequila et les produits naturels Frida Kahlo soient disponibles cette année (2008) au Venezuela. Bien entendu, ces derniers occuperont une place privilégiée et distinguée chez Casablanca, aux côtés des grands noms de la mode".

Carlos Dorado affirme que les bénéfices économiques issus de la commercialisation des produits Frida Kahlo augmenteront au fil du temps, et que ce seront

ses petits-enfants qui pourront en jouir. Dans un article publié l'an dernier dans le journal *El Mundo d'Espagne*, intitulé "Un espagnol, millionnaire grâce à Frida", l'auteur écrit ce qui suit: "Étranger, bien que sensible à la polémique, lorsque nous l'interrogeons quant à la contradiction résidant dans le fait de voir une femme qui épousa le mouvement communiste convertie en un objet commercial, Carlos Dorado exhibe un *gallicanisme* encore plus prononcé que son accent: "Et bien ça, ce sont ses affaires."

Les classes moyennes sont irrémédiablement stupides en ce qui concerne la politique et le Venezuela est un pitoyable exemple de cela

MARCELO COLUSSI

26 juin 2008

Depuis leur apparition et partout dans le monde, les classes moyennes ont été et sont un désastre sur le plan politique en raison de leur incompetence, de leur ignorance, de leur superficialité.

Elles vivent dans un milieu situé entre deux pôles contradictoires, antithétiques : elles ne sont pas propriétaires de grande chose, ne possèdent pas de moyens de production concrets. Mais elles ne sont pas, non plus, dépossédées comme le sont les classes plus modestes, les paysans pauvres, les travailleuses/eurs rurales/aux ou les ouvrières/iers industrielles/iels. Les classes moyennes se trouvent vraiment dans l'oeil du cyclone de la lutte des classes. C'est justement parce qu'elles se trouvent au milieu des tempêtes qu'elles constituent un élément difficile à définir : elles sont trop pauvres pour se prendre pour

des aristocrates et trop riches pour se sentir comme faisant partie du peuple, de la plèbe. Il est presque impossible de définir leur position sociale : elles sont composées d'un petit peu de tout, sans être en fait quelque chose de concret.

La situation des classes moyennes est tragique, inconfortable, pitoyable, émouvante. Que sont-elles vraiment? Elles sont constituées d'un peu de chaque chose, et, par conséquent, elles ne sont rien en définitive. Elles ne peuvent cesser de travailler plus de deux mois consécutifs de crainte de mourir de faim. Mais elles ne permettent pas qu'on les traite de « travailleurs » ou qu'on les confonde avec « la foule ». Mais pourquoi en est-il ainsi?

Elles sont constituées de membres des professions libérales, de commerçantes/ants, d'employées/és du secteur des services. L'éventail est large, et, bien sûr, plein de nuances. Le critère qui détermine si l'on appartient ou non aux classes moyennes n'est pas tellement le revenu mais plutôt la position idéologique.



Elles se définissent essentiellement par leur conscience de classe, ou plutôt, par leur manque de conscience de classe.

Un propriétaire de moyens de production, que ce soit un industriel ou un propriétaire foncier (ou un propriétaire de capital financier, en cette époque capitaliste du début du XXI^e siècle) a beaucoup à perdre en cas de transformation sociale : rien de moins que ses biens. Et une/un travailleuse/eur salariée/ié, une personne sous-employée (ou en situation de précarité, selon, encore une fois, le capitalisme de ce nouveau siècle) est du type des personnes, de plus en plus répandu dans notre village global, qui « n'y ont rien à perdre que leurs chaînes », comme l'écrivaient les auteurs du « Manifeste du Parti communiste » en 1848. Et qu'est-ce que les classes moyennes ont à perdre? Rien, sans aucun doute. Elles profiteraient, au contraire, elles aussi d'un changement social général. Mais leur terreur à l'idée d'être pauvres et de perdre le peu de biens qu'elles ont amassés (une maison, un véhicule, un revenu moyen, l'espoir d'un avenir meilleur pour leurs enfants) est telle, que la peur qu'elles éprouvent face à la "menace communiste" est, en fin de compte, tragicomique. La peur d'être expropriées ne les quitte pas, et bien qu'elle fasse rire, il s'agit d'une idée qui se transforme en « réalité » dans leur vision quotidienne du monde. Et cette « réalité » sème une véritable terreur au sein de ces classes moyennes.

D'où vient, au sein de ces secteurs sociaux, cette "folie" politique, cette incompréhension si irrationnelle? Elle vient précisément de leur objectif de préserver leur statut social particulier : les classes moyennes rêvent d'être ce qu'elles ne sont pas. Prenant leurs fantaisies pour la réalité, elles aspirent à vivre dans un monde de richesse, qui, en vérité, leur est fermé. Elles ont peur de perdre ce qu'elles ont acquis au prix de grands efforts. Les classes moyennes ont toujours la hantise de subir une chute sociale, de connaître la pauvreté, de devenir ce dont elles essaient toujours d'échapper. Les pires moments de la crise qui a frappé l'Argentine au cours des dernières années sont très instructifs à cet égard. Dans plus d'une « villa miseria » (bidonville des grandes villes), certaines personnes faisant partie des éternellement dépossédés/és et des habitantes/ants historiques de ces taudis, voyant l'ensemble de la société argentine s'appauvrir de plus en plus, ont écrit sur des affiches, non sans une dose de sarcasme : « Nous souhaitons la bienvenue à la classe moyenne ».

Cette situation si particulière qui consiste à être et à ne pas être, à être des pauvres déguisés en riches, à être des pauvres en veston et cravate, à ne pas vouloir se sentir comme des employés, à éprouver un certain racisme, déforme également leurs conceptions politiques. S'il est vrai que les classes moyennes ont généralement accès à l'éducation et sont mieux préparées que les secteurs les plus humbles (comme dans tous les pays), il est également vrai que le niveau de conscience politique des classes moyennes est extrêmement faible, qu'il est très inférieur à celui des travailleurs ou des paysans, des membres des peuples autochtones ou des chômeurs.

Les grands penseurs, les politiciens, les analystes et les cadres intellectuels qui élaborent les politiques des nations sont en général originaires de la classe moyenne. Les personnes des secteurs les moins favorisées n'ont pas accès à l'enseignement supérieur et se

trouvent, par conséquent, très éloignés de ces niveaux de décision. Et les magnats ne se consacrent qu'à jouir de leurs revenus. Pour s'occuper des affaires de l'État ou pour gérer des entreprises, il y a des gestionnaires (parmi lesquels des présidents), qui sont généralement originaires des classes moyennes. On pourrait donc croire que les couches moyennes connaissent bien les questions politiques, mais cela n'est qu'une illusion : les membres des professions libérales ayant reçu une préparation dans les domaines politiques sont des membres des classes moyennes, mais l'ensemble du secteur, en tant que groupe, dispose d'un niveau très



"Peut-être le travail d'une révolution socialiste réside-t-il, parmi tant d'autres choses (et cela n'est pas le principal, bien que ce soit aussi important) en contribuant à la clarification de toutes les stupidités que les médias mettent dans la tête des membres des secteurs moyens. Il est clair que le progrès humain consiste en bien plus, beaucoup plus, infiniment plus que le fait d'avoir une voiture, un téléphone cellulaire ou une carte de crédit."

faible ou presque nul de compréhension politico-idéologique. Leur vie politique est subordonnée à l'éternel remboursement de leur carte de crédit, et c'est à cela qu'ils consacrent pratiquement tous les efforts de leur vie : gagner beaucoup ou montrer que l'on gagne beaucoup, et voir ensuite comment on va rembourser ses dettes. Le fait de penser que l'on pourrait régresser dans l'échelle sociale et se retrouver dans une "villa miseria" mérite que l'on se suicide. Et c'est des classes

moyennes qu'est né le préjugé selon lequel la politique est « sale », qu'« il vaut mieux ne pas entrer dans la vie politique » et que les problèmes sociaux sont dus aux politiciens professionnels, éternellement corrompus. On omet ainsi de considérer le fait qu'ils sont attribuables, en fin de compte, aux revers des luttes des classes menées pour résoudre ces problèmes sociaux.

Ces circonstances font en sorte que les classes moyennes constituent un terrain fertile pour les grandes puissances de l'argent : celles-ci peuvent manipuler leur conscience et les transformer non seulement en des consommateurs passifs mais aussi en de parfaits imbéciles sur le plan politique. Les dernières décennies de guerre froide et les violentes campagnes anticommunistes qui ont balayé la planète ont parfaitement atteint leurs objectifs : il n'y a pas de secteur plus réactionnaire que les classes moyennes.

Il existe un exemple pitoyable de ces caractéristiques des classes moyennes : celui du Venezuela.

Qui constitue la véritable opposition à la Révolution bolivarienne, au processus de transformation que celle-ci a mis en marche et qui restaure l'espoir à tout le camp du peuple au Venezuela, en Amérique latine et dans le monde? D'une part l'oligarchie locale, et, d'autre part, à un plus haut niveau, l'« establishment » des États-Unis, puissance qui considère tous les pays de la région comme ses colonies naturelles, et le Venezuela comme sa grande réserve de pétrole. Ce sont ces secteurs qui constituent la véritable opposition. Les candidats de l'opposition aux prochaines élections du 3 décembre ne sont rien d'autre que des laquais des politiques de Washington. Mais par quels moyens les puissants secteurs essaient-ils de s'opposer au processus bolivarien? En mobilisant les classes moyennes.

Ces secteurs brandissent le spectre du communisme athée, qui, selon eux, mange les enfants et force chaque famille des classes moyennes à vivre dans un logement d'une seule pièce. Ils appliquent à nouveau les moyens utilisés pour démanteler chacun des processus populaires : citons, comme exemples, les techniques du coup d'État organisé contre le gouvernement d'Allende au Chili et les manipulations orchestrées en Géorgie et en Ukraine lors des récentes "révolutions". Ils manipulent les classes moyennes en se servant de leurs peurs viscérales, en évoquant des perspectives effrayantes, en diffusant les idées les plus réactionnaires et les plus conservatrices possible. Ils se servent de leurs craintes irrationnelles de perdre le peu de biens qu'elles ont accumulés et transforment les classes moyennes en des cibles parfaites pour développer des sentiments anti-populaires, mesquins, individualistes.

Au cours des dernières années, de très importantes améliorations des conditions de vie de la population ont eu lieu dans la République Bolivarienne du Venezuela. Toute la population, des classes les plus humbles aux couches moyennes, toutes les personnes, sans distinction, ont maintenant accès à de meilleurs services. Et les classes moyennes, bien qu'elle ne le disent pas à haute voix, connaissent une période de développement économique plus florissante que jamais : la croissance est ininterrompue depuis déjà treize trimestres. Jamais dans toute l'histoire du pays autant de véhicules automobiles n'ont été vendus que cette année-ci, soit 320 000 unités (nous éviterons ici



d'analyser la grande stupidité qui consiste à s'adonner à une tette consommation prédatrice). Et les secteurs moyens sont les principaux bénéficiaires de cette manne. Mais comment se fait-il que ces secteurs, qui ne dépassent pas les 30% de la population totale, constituent la base d'une stratégie anti-révolutionnaire, que celle-ci soit démocratique (à l'occasion des élections à venir) ou qu'elle utilise le coup d'État (comme en 2002)? Il n'y a pas d'autre explication possible que leur stupidité, leur plus profonde ignorance politique et leur absence totale d'engagement idéologique. Tout comme on a effrayé et on continue d'effrayer les peuples autochtones au moyen de la religion catholique, on terrorise les classes moyennes au moyen du spectre du "castro-communisme" (?) féroce, qui, selon les déclarations, leur enlèvera leurs enfants et les enverra dans des camps de travaux forcés. Le plus pitoyable n'est pas le fait qu'aujourd'hui encore, au XXIème siècle, on croie encore aux fantômes et aux revenants, aux légendes de « l'homme sans tête » ou de la « llorona » qui apparaît dans les montagnes. Le plus pitoyable c'est que l'on crée des histoires politiques tirées par les cheveux, préparées pour des médias qui utilisent la technologie de pointe la plus avancée pour les diffuser, pour les répéter, et pour mobiliser les gens, et que ces gens sortent dans les rues pour arrêter "le communisme qui arrive". Il est également pitoyable qu'un grand nombre des personnes qui répètent ces choses ont des diplômes universitaires du niveau de la maîtrise et du doctorat.

Bien que cela ne soit pas justifiable, il est compréhensible qu'un aristocrate manque de solidarité et soit réactionnaire et conservateur, car il défend à mort ses privilèges de classe. Toutefois, les membres des classes moyennes ne peuvent ni ne veulent se sentir comme des travailleurs, comme des salariés, comme des personnes quelconques de plus parmi les habitants d'un quartier populaire. Or, que sont-ils d'autre, en réalité, que des compagnons de route des gens humbles? Comment expliquer ce manque de solidarité de classe, ce manque d'empathie envers les personnes exclues que nous voyons en si grand nombre au sein des couches moyennes dans tous les pays? (Nous avons pris le Venezuela comme exemple, mais ce phénomène a lieu dans le monde entier).

Cette obstination politique des classes moyennes peut parfois devenir un plus grand danger pour un processus révolutionnaire que celle de l'oligarchie. Les positions de cette dernière sont en effet claires. Mais avec les classes moyennes, il faut réaliser un travail politique particulièrement prudent, patient et ardu : ce travail consiste à les rapprocher du peuple et non de les en séparer. Elles ne sont pas des ennemis naturels des pauvres, bien qu'elles agissent parfois comme tels. L'expérience vénézuélienne le montre clairement. Mais il est tout aussi évident, et cela est très triste, de constater que les secteurs moyens sont les plus manipulables, les plus superstitieux et les plus affectés par la pensée magique en ce qui concerne la scène politique. Peut-être le travail d'une révolution socialiste réside-t-il, parmi tant d'autres choses (et cela n'est pas le principal, bien que ce soit aussi important) en contribuant à la clarification de toutes les stupidités que les médias mettent dans la tête des membres des secteurs moyens. Il est clair que le progrès humain consiste en bien plus, beaucoup plus, infiniment plus que le fait d'avoir une voiture, un téléphone cellulaire ou une carte de crédit.

10 guerres, 10 médiamentonges.

Petit inventaire de la désinformation.

Contre le Venezuela et l'Équateur, Bush nous refait le coup des "armes de destruction massive".

MICHEL COLLON

16 mai 2008

Chaque guerre est précédée d'un grand médiamentonge. Aujourd'hui, Bush menace le Venezuela et l'Équateur. Demain, l'Iran ? Et après, à qui le tour ?

Avec, dans le rôle de la marionnette, le président Uribe, narcotraffiquant et massacreur d'Indiens (quatre millions de déplacés). Lequel Uribe prétend avoir trouvé dans l'indestructible ordinateur de Raul Reyes (FARC) des preuves du soutien de Chavez au « terrorisme » et de militarisation de la région.

Des journaux comme Le Monde répercutent cette campagne de propagande pour la prochaine guerre de Bush. Rappelons simplement combien de fois les mêmes Etats-Unis et les mêmes médias nous ont déjà manipulés. Chaque grande guerre est « justifiée » par ce qui apparaîtra plus tard (trop tard) comme une désinformation. Inventaire rapide...

1. VIETNAM (1964-1975) :

MEDIAMENTONGE :

Les 2 et 3 août, le Nord-Vietnam aurait attaqué deux navires US dans la baie du Tonkin.

CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD :

L'attaque n'a jamais eu lieu. C'est une invention de la Maison-Blanche.

VERITABLE OBJECTIF :

Empêcher l'indépendance du Vietnam et maintenir la domination US sur la région.

CONSEQUENCES :

Millions de victimes, malformations génétiques (Agent Orange), énormes problèmes sociaux.

2. GRENADE (1983) :

MEDIAMENTONGE :

La petite île des Caraïbes est accusée de construire une base militaire soviétique et de mettre en danger la vie de médecins US.

CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD :

Entièrement faux. Le président US Reagan a fabriqué ces prétextes de toutes pièces.

VERITABLE OBJECTIF :

Empêcher les réformes sociales et démocratiques du premier ministre Bishop (qui sera assassiné).

CONSEQUENCES :

Répression brutale et rétablissement de la mainmise de Washington.

3. PANAMA (1989) :

MEDIAMENTONGE :

L'invasion vise à arrêter le président Noriega pour trafic de drogue.

CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD :

Créature de la CIA, Noriega réclamait la souveraineté à la fin du bail du canal. Intolérable pour les USA.

VERITABLE OBJECTIF :

Maintenir le contrôle US sur cette voie de communication stratégique.

CONSEQUENCES :

Les bombardements US ont tué 2.000 à 4.000 civils, ignorés des médias.

4. IRAK (1991) :

MEDIAMENTONGE :

Les Irakiens auraient volé les couveuses de la maternité de Koweït-City.

CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD :

Invention totale par une agence publicitaire payée par l'émir du Koweït, Hill & Knowlton.

VERITABLE OBJECTIF :

Empêcher que le Moyen-Orient résiste à Israël et acquière son indépendance envers les USA.

CONSEQUENCES :

D'innombrables victimes par la guerre, puis un long embargo y compris sur les médicaments.

5. SOMALIE (1993) :

MEDIAMENTONGE :

Monsieur Kouchner se « met en scène » comme héros d'une intervention humanitaire.

CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD :

Quatre sociétés US avaient acheté un quart du sous-sol somalien riche en pétrole.

VERITABLE OBJECTIF :

Contrôler une région militairement stratégique.

CONSEQUENCES :

Ne parvenant pas à la contrôler, les Etats-Unis maintiendront la région dans un chaos prolongé.

6. BOSNIE (1992 - 1995) :**MEDIAMENSONGE :**

La firme US Ruder Finn et Bernard Kouchner mettent en scène de prétendus camps serbes d'extermination.

CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD :

Ruder Finn et Kouchner mentaient. C'étaient des camps de prisonniers en vue d'échanges. Le président musulman Izetbegovic l'a avoué.

VERITABLE OBJECTIF :

Briser la Yougoslavie trop à gauche, éliminer son système social, soumettre la zone aux multinationales, contrôler le Danube et les routes stratégiques des Balkans.

CONSEQUENCES :

Quatre années d'une guerre atroce pour toutes les nationalités (musulmans, serbes, croates). Provoquée par Berlin, prolongée par Washington.

7. YOUGOSLAVIE (1999) :**MEDIAMENSONGE :**

Les Serbes commettent un génocide sur les Albanais du Kosovo.

CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD :

Invention pure et simple de l'Otan comme le reconnut Jamie Shea, son porte-parole officiel.

VERITABLE OBJECTIF :

Imposer la domination de l'Otan sur les Balkans, et sa transformation en gendarme du monde. Installer une base militaire US au Kosovo.

CONSEQUENCES :

Deux mille victimes des bombardements OTAN. Nettoyage ethnique du Kosovo par l'UCK, protégée de l'Otan.

8. AFGHANISTAN (2001) :**MEDIAMENSONGE :**

Bush prétend venger le 11 septembre et capturer Ben Laden.

CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD :

Aucune preuve que ce réseau existe. De toute façon, les talibans avaient proposé d'extrader Ben Laden.

VERITABLE OBJECTIF :

Contrôler militairement le centre stratégique de l'Asie, construire un pipeline permettant de contrôler l'approvisionnement énergétique de l'Asie du Sud.

CONSEQUENCES :

Occupation de très longue durée, et forte hausse de la production et du trafic d'opium.

9. IRAK (2003) :**MEDIAMENSONGE :**

Saddam posséderait de dangereuses armes de destruction, affirme Colin Powell à l'ONU, éprouvée en main.

CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD :

La Maison-Blanche a ordonné à ses services de falsifier des rapports (affaire Libby) ou d'en fabriquer.

VERITABLE OBJECTIF :

Contrôler tout le pétrole et pouvoir faire chanter ses rivaux : Europe, Japon, Chine...

CONSEQUENCES :

L'Irak plongé dans la barbarie, les femmes ramenées à la soumission et l'obscurantisme.

10. VENEZUELA - ÉQUATEUR (2008 ?) :**MEDIAMENSONGE :**

Chavez soutiendrait le terrorisme, importerait des armes, serait un dictateur (le prétexte définitif ne semble pas encore choisi).

CE QU'ON SAIT DÉJÀ :

Plusieurs médiemensonges précédents se sont déjà dégonflés : Chavez tirant sur son peuple, Chavez antisémite, Chavez militariste... Mais la diabolisation continue.

VERITABLE OBJECTIF :

Les multinationales US veulent garder le contrôle du pétrole et des autres richesses de toute l'Amérique latine, ils craignent la libération sociale et démocratique du continent.

CONSEQUENCES :

Washington mène une guerre globale contre le continent : coups d'Etat, sabotages économiques, chantages, développement de bases militaires près des richesses naturelles..

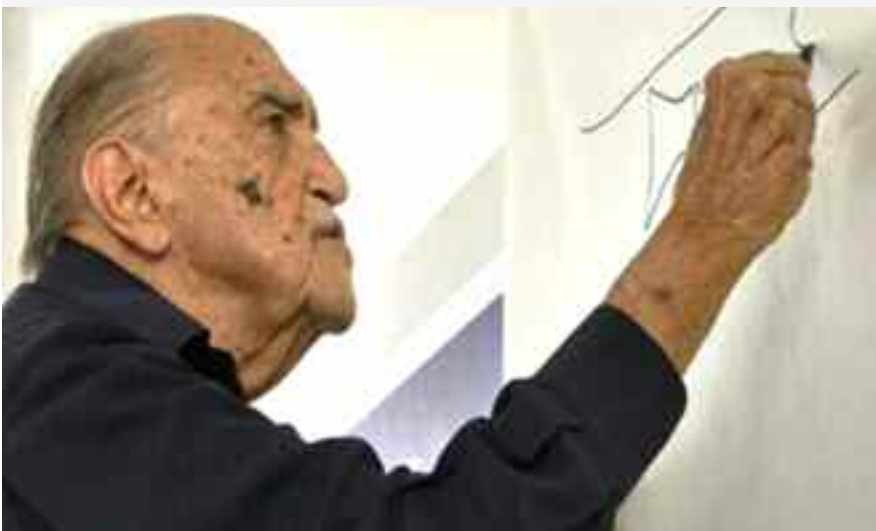
Chaque guerre est précédée et 'justifiée' par un grand médiemensonge. Et notre inventaire est loin d'être complet ! Empêcher les guerres, c'est d'abord démasquer ces médiemensonges le plus tôt possible et le plus largement possible.





Oscar Niemeyer, projet en hommage à Simón Bolívar

“Pour certains, il s'agissait d'une forme un peu agressive: pour moi, cela représentait le moment historique que nous vivons au Venezuela, fer-de-lance du mouvement de résistance à Bush”, souligna Niemeyer, un communiste avoué.



À la demande du président vénézuélien Hugo Chávez, Oscar Niemeyer vient d'achever la conception d'un monument en honneur à l'illustre indépendantiste Simón Bolívar, lequel sera érigé à Caracas et qui, selon son créateur, pointe vers les États-Unis.

“Regardez, il pointe vers les États-Unis”, mentionna Niemeyer au journal O Globo en présentant la maquette à un journaliste: un triangle incliné de 100 mètres de hauteur entouré d'un plan d'eau, souligne AFP.

“Pour certains, il s'agissait d'une forme un peu agressive: pour moi, cela représentait le moment historique que nous vivons au Venezuela, fer-de-lance du mouvement de résistance à (président des États-Unis, George W.) Bush”, souligna Niemeyer, un communiste avoué.

“Il ne s'agit pas d'une arme, mais bien d'un mouvement. Un vecteur. L'architecture doit surprendre, sinon elle ne sert à rien. D'autant plus dans ce cas-ci où l'on cherche à exprimer l'essence de Chávez, qui est quelque chose de révolutionnaire, un changement des vents, audace, courageux”, affirma-t-il.

Niemeyer, âgé de 99 ans, conçut son oeuvre dès que Chávez le lui demanda il y a 10 jours lors d'une visite à sa maison de Río de Janeiro, suite à la participation du mandataire vénézuélien au Sommet des présidents de Mercosur. “Il me le demanda de façon informelle lorsqu'il vint me visiter. N'étant pas occupé à ce moment-là, j'ai dessiné quelques traits et lorsque j'ai regardé le tout, le monument était prêt”, dit-il.

“La forme et les dimensions adoptées sont si pures et tellement simples à réaliser que je crois qu'elles ne causeront aucun problème”, souligna Niemeyer, auteur de plus de 600 oeuvres à travers le monde, réalisées au cours de ses 70 ans de carrière.

Le Bolivarien

Nous vous encourageons à soumettre
vos articles à l'adresse électronique suivante:
lebolivarien@consulvenemontreal.org



CENTRE CULTUREL SIMÓN BOLÍVAR

CONSULAT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
BOLIVARIENNE DU VENEZUELA À MONTRÉAL
SECTION CULTURELLE

PROGRAMMATION DE SEPTEMBRE 2008

Mercredi, 3 septembre

Court-métrage: "**Dulce de lechoza**" de Efterpi Charalambidis (Venezuela)
Film: "**Maroa**" de Solveig Hoogesteijn (Venezuela)
de 17:30 à 19:30

Jeudi, 4 septembre

Conférence: "**Fonction sociale et communicationnelle de l'art textile au Pérou Préhispanique**"
de 19h00 à 21h00

* Mardi, 9 septembre

Film: "**Le rêve existe**" de Carmen Luz Parot (Chili)
de 17h30 à 19h30

Mercredi, 10 septembre

Film: "**Machuca**" de Andrés Wood (Chili)
de 17:30 à 19:30

* Jeudi, 11 septembre

Film: "**La Spirale**" de Armand Mattelart (France)
de 17h30 à 19h30

Vendredi, 12 septembre

Vernissage: "**Peintres argentins d'ici et d'ailleurs**"
Art abstrait contemporain
de 18:00 à 20:00

* Samedi, 13 septembre

Film: "**Salvador Allende: la chute d'un président**" de Pablo García (Argentine)
de 17h30 à 19h30

Mercredi, 17 septembre

Court-métrage: "**Isla de las Flores**" de Jorge Furtado (Brésil)
Film: "**Station Centrale**" (Central do Brasil) de Walter Salles (Brésil)
de 17:30 à 19:30

Jeudi, 18 septembre

Vidéo-Forum: "**Bialet Massé, un siècle après**" de Sergio Iglesias (Argentine)
de 18:00 à 20:00

Mercredi, 24 septembre

Film: "**La stratégie de l'escargot**" de Sergio Cabrera (Colombie)
de 17:30 à 19:30

Vendredi, 26 septembre

Anthologie du conte hispano-canadien
de 18:00 à 21:00

Samedi le 27 septembre

Jouons avec l'art... Atelier de créativité pour enfants et adolescents
de 9:00 à 12:00

* FESTIVAL 9/11 : CHILI 1973

CENTRE CULTUREL SIMÓN BOLÍVAR
394, Boul. de Maisonneuve Ouest
Métro Place des Arts (Sortie Bleury)
Tél.: (514) 843 - 8033